

DÉPARTEMENT D'EURE-ET-LOIR, COMMUNE DE

Chartainvilliers

Plan Local d'Urbanisme

SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Fiches

Pos approuvé le 20 février 1987, révisé le 24 mars 1995,
modifié les 3 juillet 1998 et 29 février 2008

Élaboration du Plu prescrite le 8 décembre 2015

Projet de Plu arrêté le 17 juin 2019

Plu approuvé le 9 mars 2020

Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal
du 9 mars 2020
approuvant le plan local
d'urbanisme de la
commune de
Chartainvilliers

Le maire,
Alain BOUTIN

Date : **29 février 2020**
Phase : **Approbation**

N° de pièce : **5.1**

Gilson & associés Sas
urbanisme et paysage

4bis, rue Saint-Barthélémy, 28000 Chartres
02 37 91 08 08 / contact@gilsonpaysage.com
www.gilsonpaysage.com





**SYNDICAT DE POMPAGE DE
LA REGION DE SOULAIRES**

34 Grand Rue
28130 SOULAIRES
Tél : 02.37.22.31.84

EMENT DE L'EURE ET LOIR

SERVITUDES DE TYPE AS1

**Résultant de l'instauration des périmètres de protection des
eaux potables du SIP SOULAIRES**

Captage des Martels II



Conseil Etudes Environnement

La Monnerie – 87150 CUSSAC
Tel : 05.55.70.98.87 – Fax : 05.55.570.99.98
SARL au capital de 80000€

Contexte réglementaire général

Les articles L.126-1 et R.126-1 du code de l'urbanisme imposent que les servitudes instituées dans les périmètres de protection soient reportées en annexe du PLU dans le délai d'un an à compter de leur institution.

L'annexion au PLU est effectuée selon une procédure simple de mise à jour sans qu'il soit nécessaire d'enclencher une procédure de modification ou de révision du PLU.

Un arrêté du Maire constate qu'il a été procédé à la mise à jour du PLU.

Toutefois dans une perspective de bonne administration, il est recommandé de s'assurer que le PLU n'édicte pas de prescriptions incompatibles avec les servitudes visées ci-avant. Ainsi, la prise en compte des périmètres existants ou à l'état d'étude peut être assurée par la commune au moment de l'établissement, de la révision ou de la modification du PLU dans les conditions suivantes :

- les terrains correspondant au périmètre de protection immédiat peuvent être classés en emplacements réservés pour en préparer l'acquisition, et en zone naturelle (N) pour les protéger de toute urbanisation ;
- les terrains intégrés dans le périmètre de protection rapproché peuvent être classés en zone N ou en zone agricole (A). Le PLU doit alors préciser que l'eau est la richesse prioritaire à préserver dans cette zone et ne pas autoriser dans la zone ou le secteur concernés des occupations ou utilisations du sol qui seraient exclues par la DUP lorsqu'elle existe.

Procédure

Article L153-60 du Code de l'Urbanisme

Les servitudes mentionnées à l'article [L. 151-43](#) sont notifiées par l'autorité administrative compétente de l'Etat au président de l'établissement public ou au maire. Ceux-ci les annexent sans délai par arrêté au plan local d'urbanisme. A défaut, l'autorité administrative compétente de l'Etat est tenue de mettre le président de l'établissement public compétent ou le maire en demeure d'annexer au plan local d'urbanisme les servitudes mentionnées au premier alinéa. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, l'autorité administrative compétente de l'Etat y procède d'office.

Article L151-43 du Code de l'Urbanisme

Les plans locaux d'urbanisme comportent en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et figurant sur une liste dressée par décret en Conseil d'Etat.

Article R153-18 du Code de l'Urbanisme

La mise à jour du plan local d'urbanisme est effectuée chaque fois qu'il est nécessaire de modifier le contenu des annexes prévu aux articles [R. 151-51](#) et [R. 151-52](#), et notamment le report en annexe du plan des servitudes d'utilité publique mentionnées à l'article R. 151-51.

La direction départementale ou, le cas échéant, régionale des finances publiques reçoit communication, à l'initiative du maire, de l'annexe du plan local d'urbanisme consacrée aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol.

Un arrêté du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du maire constate dans chaque cas qu'il a été procédé à la mise à jour du plan.

Les arrêtés mentionnés à l'alinéa précédent, ou l'arrêté du préfet dans le cas mentionné au deuxième alinéa de l'article [L. 153-60](#), sont affichés pendant un mois au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les mairies des communes membres, concernées, ou en mairie.

Liste des servitudes résultant de la mise en place des PP du SIP SOULAIRES

Périmètre de Protection Immédiate (PPI) :

ARTICLE 11.

Les périmètres de protection sont établis ainsi qu'il suit, conformément aux plans et à l'état parcellaire joints au dossier qui a été soumis à enquête publique.

ARTICLE 11.1- Périmètre de protection immédiate

Il a pour objet d'empêcher la détérioration des ouvrages de prélèvement et d'éviter que des déversements ou des infiltrations de substances polluantes se produisent à l'intérieur ou à proximité immédiate du captage.

Il est constitué par une parcelle de forme rectangulaire de 58 x 35 m sur la parcelle n°7 de la section ZN de la commune de Saint Piat, propriété du Syndicat intercommunal de pompage de région de Soulaire.

Prescriptions particulières

Ce périmètre est entièrement clôturé et le portail d'accès tenu fermé.

Dans le périmètre, seules les installations et activités nécessaires à la production d'eau potable sont autorisées.

L'accès du périmètre est strictement réservé aux agents du service des eaux, les entreprises sous-traitantes devant obligatoirement être accompagnées.

Le périmètre est enherbé et régulièrement fauché avec enlèvement des coupes.

Le développement de la végétation ne peut être limité que par des moyens mécaniques ou thermiques.

L'épandage d'engrais aussi bien chimique que naturel et de phytosanitaires y est interdit ainsi que toute substance susceptible de polluer l'eau.

Le pacage d'animaux y est interdit.

Aucun arbre de haute futaie n'est planté et toute plantation arbustive y est interdite en dehors d'une éventuelle haie basse bordant la clôture.

Le stockage de produits susceptibles de polluer l'eau est interdit sauf si ces produits interviennent dans la filière de traitement et sont stockés dans des dispositifs de rétention permettant de supprimer tout risque d'écoulement.

Le forage d'essai conservé à l'intérieur du périmètre immédiat, est aménagé avec rehausse du tube acier, capot cadenassé et dalle cimentée à pente vers l'extérieur.

La liste des servitudes figure à l'article 11.1, Section 3 de l'arrêté préfectoral n°ARS-AEP-2017-09-01 en date du 12 octobre 2017.

Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) :

La liste des servitudes figure à l'article 11.2, Section 3 de l'arrêté préfectoral n°ARS-AEP-2017-09-01 en date du 12 octobre 2017.

ARTICLE 11.2- Périmètre de protection rapprochée

Dans ce périmètre, peuvent être interdits ou réglementés les travaux, installations, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine.

essible, après en-

Le périmètre de protection rapprochée est établi conformément au plan cadastral joint au présent arrêté (**Annexe I**).

lestiné à recevoir

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, les servitudes sont les suivantes

a) sont interdits :

d'huile, sont dé-

- la réalisation de puits, sondages ou forages, sauf s'il s'agit d'ouvrages destinés à l'alimentation en eau potable des populations et ceci après avis d'un hydrogéologue agréé,
- l'ouverture d'excavations permanente et de carrières,
- toute modification de la surface du sol pouvant favoriser la stagnation des eaux et leur infiltration,
- la création de cimetière,
- la création ou la poursuite de l'exploitation de dépôts d'ordures, de déchets, détritiques, résidus, fumier, purin, pulpes ou matières fermentescibles,

mentation, avec la
d'analyses. Il est
ces achète la par-
te intrusion exté-

entation.

5

- le dépôt d'hydrocarbures, produits chimiques ou radioactifs et toute matière susceptible d'altérer la qualité de l'eau,
- l'épandage superficiel, le déversement ou le rejet dans le sous-sol par puisards, puits dit filtrants, anciens puits, excavations ou bêttoires, d'eaux usées, de lisiers, de boues de station d'épuration et de matières de vidanges,
- le rejet direct des eaux pluviales vers les eaux souterraines,
- l'installation de canalisations de transports d'hydrocarbures liquides ou de produits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- toutes installations classées pour la protection de l'environnement qu'elles soient agricoles ou industrielles,
- toute construction à l'exception d'un hangar de stockage de récoltes.

b) sont réglementés :

- l'utilisation des produits phytosanitaires et la vidange des fonds de cuve sont réalisées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime,
- les épandages de toutes substances ou produits si les analyses pratiquées sur l'eau brute mettent en évidence un accroissement confirmé de leurs concentrations susceptible de conduire, à plus ou moins brève échéance, au dépassement des limites et références de qualité fixées par le code de la santé publique pour les eaux destinées à la consommation humaine. Les mesures correspondantes sont définies dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires concernant la protection des aires d'alimentation des captages d'eau destinée à la consommation humaine prévues par les textes, notamment par le code de l'environnement.

ASSIETTE DE SERVITUDE AS1 RELATIVES A LA PROTECTION EAUX POTABLES

Plan parcellaire des périmètres du SIP SOULAIRES –JOUY – CHARTAINVILLIERS-
SAINT PIAT



